



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Vers-une-crise-sociale-majeure>

# Vers une crise sociale majeure

## ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2009 - N° 1094 - janvier 2009 -

Date de mise en ligne : samedi 31 janvier 2009

### **Description :**

Jean-Paul Alletru, prévoyant les conséquences des mesures du gouvernement, rappelle que l'union fait la force.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**"Diviser pour régner" est le principe suivi par le gouvernement, dont les mesures font craindre une grave crise sociale.**

**En dénonçant avec véhémence cette politique et ces méthodes, Jean-Paul Alletru y réplique par un autre principe : "L'union fait la force".**

Études à rallonge et emplois au rabais, avenir bouché : les jeunes n'ont pas accès au marché du travail. Les conditions sont pires que du temps de la génération précédente. On peut s'attendre à une vague de licenciements massifs : la révolte en Grèce a surpris par sa virulence et sa capacité à mobiliser une partie importante de la jeunesse du pays.

Modification des programmes et suppressions de postes sont très mal reçues dans l'enseignement secondaire. Les dotations budgétaires sont jugées insuffisantes ou inégalitaires dans le supérieur. La gigantesque machine de l'éducation nationale est-elle en train de se gripper de toutes parts ? En tout cas, les signes d'un mécontentement croissant se multiplient à tous les niveaux, et ce mécontentement gagne même les Présidents d'Université. Blocages d'établissements, bousculades, perturbations et incidents divers affectent le fonctionnement du secondaire un peu partout en France, des manifestations lycéennes nombreuses, répétées et insistantes, souvent nerveuses et ponctuées de scènes de violence.

Allons-nous vers une crise sociale majeure ? Non seulement en France, mais dans toute l'Europe ?

Les réponses apportées par le gouvernement à l'inquiétude des Français sont dérisoires : « Changez de voiture même si ce n'est pas nécessaire ! ». « Endettez-vous, grâce à nos prêts à taux zéro ». « Créez votre emploi ! »...

Non seulement Tête-à-Claques ne craint pas la confrontation, mais il l'espère. Il poursuit ses provocations : le travail le dimanche et la retraite à soixante-dix ans ne sont que les plus récentes. Il faut lui reconnaître qu'il est resté, avec les Devedjian, Alain Madelin et autres, fidèle aux "idéaux" de sa jeunesse. Quelle revanche ont-ils à prendre, ces champions de la lutte de la classe des nantis contre ceux qui n'ont à vendre que leur force de travail ? Il l'espère, et il s'y prépare, systématiquement. Centralisation et renforcement des forces de police, multiplication des fichiers intrusifs, durcissement de la politique pénale. Abaissement des syndicats, atteintes au droit du travail, restrictions au droit de grève. Mainmise sur l'audiovisuel, d'une part grâce à ses amis qui possèdent les télévisions privées, d'autre part en s'arrogeant le droit de nomination et de révocation du Président de France Télévision.

Comme d'habitude, il va chercher à diviser les Français : les "privilegiés" qui disposent d'un logement en HLM alors qu'ils ont des ressources financières supérieures à la moyenne ; les fonctionnaires qui bénéficient de la sécurité de l'emploi quand ceux du secteur privé sont menacés ; les jeunes contre les vieux, etc.

Il pourrait y parvenir parce qu'il touche à un travers bien de chez nous : les citoyens qui s'intéressent à la chose publique adorent rechercher les points qui sont susceptibles de les distinguer les uns des autres. Un fossé s'est creusé entre ceux qui ont cru à l'émancipation des peuples par la révolution russe de 1917, quelque distance qu'ils aient prise par la suite, et ceux qui n'y ont pas cru. Ceux qui, au moment du référendum sur l'Europe, n'ont pas fait le même choix tactique, les uns en faveur du OUI, les autres pour le NON, font comme si une frontière les séparait pour l'éternité...

## **Vers une crise sociale majeure ?**

---

Alors qu'une crise sociale majeure est inéluctable et pleine de dangers, l'heure est au rassemblement. Même si son chef a su, par des promesses fallacieuses et des positionnements hypocrites, conquérir en 2007 une majorité, le gouvernement mène aujourd'hui une politique qui ne profite qu'à une toute petite minorité de la population. Au-delà des choix et de l'histoire des uns et des autres, il s'agit par-dessus tout de rester unis.